

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 08 octobre 2025
(Convocation du 30 septembre 2025)

Aujourd'hui, le 08 octobre 2025 à 14h00, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle communale de Barcelonne-du-Gers, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	54
• Voix	323
Présents	
• Nombre	27
• Voix	172
Pouvoirs	
• Nombre	1
• Voix	14
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	28
• Voix	186
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Patricia Beaumont, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. René Castets, M. Damien Delavoie, M. Bernard Pouban, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, M. Philippe Brethes, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Pierre Lajus, M. Denis Lanusse, M. Jean-Marc Lescoute, M. Laurent Nolibois, M. Christophe Pugnetti
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier

Étaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet

Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mme Fabienne Costedoat-Diu, M. Jean Arriubergé, M. Pierre Brau-Nogué, M. Thierry Carrère, M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey, M. Charles Pelanne, M. Marc Saint-Estevan,
- Pour les Régions membres : M. Éric Sargiacomo,
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Pascale Réquenna, M. Jean-Yves Arrestat, M. Philippe Baron, M. Francis Betbeder, M. Bernard Bonnemason, M. Philippe Castets, M. Pierre Cazères, M. Michel Cuyaubé, M. Philippe Labache, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Marc Mabillet, M. Patrick Maunas, M. Jean-Pierre Rémy,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Bernard Lougarot, M. Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué

Rapporteur : Paul Carrère



OBJET : Programme d'actions - Gestion intégrée - Programme d'actions 2025 - Modification de programme - Fiche n°41 bis - Evaluation environnementale et relecture juridique du SAGE Adour amont en révision

Exposé des motifs :

Par délibération n°2024_CS_40 en date du 4 décembre 2024, le comité syndical avait approuvé la fiche n°41 dans le cadre du programme d'actions 2025, relative à l'évaluation environnementale du SAGE Adour amont en révision.

Cette fiche se basait sur la seule réalisation de l'évaluation environnementale. Or, dans le cadre de la révision du SAGE, une prestation externalisée de relecture juridique des documents constitutifs du SAGE sera également nécessaire fin 2026.

Il est proposé de regrouper ces deux prestations au sein d'un marché unique, permettant de proposer une option d'appui à l'ouverture du champ des possibles sur la rédaction du PAGD et du règlement du SAGE. Cette option consistera en l'élaboration de scénarii de rédaction sur les thématiques sensibles (futurs règles : plans d'eau, zones humides) et innovantes dans le SAGE (gestion intégrée des eaux pluviales en urbanisme, dispositions autour du triptyque sols-eau-végétation du territoire). Le regroupement de ces deux prestations pourraient ainsi permettre de faire bénéficier les membres de la CLE d'un accompagnement plus rapproché pour les aider dans leurs décisions.

Le contenu du marché serait alors le suivant :

Tranche ferme :

- Mission 1 : Elaboration de l'évaluation environnementale du SAGE Adour amont révisé (correspondant à la fiche programme 41 initiale)

- Mission 2 : Relecture juridique des documents constitutifs du SAGE (mission 2, initialement prévue pour 2026)

Option : appui à l'ouverture du champ des possibles dans la rédaction du SAGE.

En outre, le plan de financement est ajusté au regard des taux d'aides de l'Agence de l'eau.

Vu la délibération n°2024_CS_40 de l'Institution Adour en date du 4 décembre 2024 approuvant la fiche n°41 du programme d'actions 2025 portant sur l'externalisation de l'évaluation environnementale du SAGE Adour amont révisé,

Considérant que le coût prévisionnel de fiche programme 41 n'incluait que la mission 1 du marché proposé,

Considérant que la mission 2 intégrée au marché était à prévoir pour fin 2026 au plus tard,

Considérant la plus-value que peut apporter le regard conjoint de prestataires spécialisés dans la portée juridique des SAGE et dans l'analyse d'impacts environnementaux pour les travaux de la CLE,

Considérant la présentation détaillée de cette opération dans la fiche programme n°41 bis ci-annexée,

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE



Article 1

- de rapporter la fiche programme n° 41 du programme d'actions 2025,
- d'approuver le contenu de la fiche 41 bis telle qu'annexée, en remplacement de la fiche 41,
- d'autoriser le président à solliciter les financements,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 08 octobre 2025 à Barcelonne-du-Gers,

Le Président,
Paul CARRÈRE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2025

FICHE DE PROPOSITION n° 41 bis

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Gestion intégrée

Intitulé de l'opération :

Évaluation environnementale et relecture juridique du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de l'Adour amont en révision

Zone d'influence :

Bassin de l'Adour en amont de la confluence avec les Luys (230 km d'Adour), hors bassin de la Midouze
Superficie totale : 4 806 km²

Départements concernés : Gers (13,6 %), Landes (35 %), Pyrénées-Atlantiques (13,4 %) et Hautes-Pyrénées (38 %)

Description de l'opération :

Origine

Le SAGE Adour amont est actuellement en phase de révision. Du fait de sa portée juridique, le SAGE fait l'objet d'une consultation du public par voie électronique, prévue par l'article L.123-19 du Code de l'environnement, dans laquelle un rapport d'évaluation environnementale est joint. Le 23 septembre 2024, la CLE s'est positionnée en faveur de l'externalisation de l'évaluation environnementale.

La relecture juridique est également une prestation externalisée qui intervient lors de l'élaboration ou de la révision des SAGE. Elle sera nécessaire fin 2026.

Buts

L'évaluation environnementale d'un SAGE vise à analyser les incidences du schéma au regard des enjeux environnementaux et des objectifs de protection de l'environnement pour ce territoire, à justifier les choix opérés pendant son élaboration, et à s'assurer que le SAGE est bien compatible avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin et cohérent avec les autres politiques d'aménagement et d'urbanisme. Elle sert ainsi d'une part à accompagner la CLE dans la rédaction de son SAGE en identifiant les insuffisances des dispositions proposées et en proposant des alternatives, mais également à renforcer le processus participatif en soumettant ce rapport environnemental à l'enquête publique en même temps que les autres documents du SAGE.

Afin de garantir la neutralité de ses conclusions, une externalisation est donc souhaitable.

Pour optimiser l'accompagnement de la CLE, il est proposé de regrouper l'évaluation environnementale « classique » avec la relecture juridique dans un unique marché. Afin d'optimiser la plus-value de ces regards extérieurs, il est prévu d'intégrer une option consistant à explorer le champ des possibles de la rédaction du SAGE sur des thématiques sensibles ou nouvelles et transversales du SAGE pré-identifiées dans la stratégie. La CLE pourra ainsi travailler autour de scénarii rédactionnels proposés par les prestataires ne consistant pas simplement à la reprise de ce qui existe dans d'autres SAGE mais réalisés sur mesure pour répondre aux attentes et ambitions de la



CLE dans un cadre juridique sécurisé et permettant d'appréhender pleinement les impacts environnementaux de chaque proposition.

Contenu

L'opération prendra la forme d'un marché à procédure adaptée intégrant deux missions au sein d'une tranche ferme, correspondant à un socle de base indispensable à la révision du SAGE, et une option. La tranche ferme consiste en :

- Mission 1 : Elaboration de l'évaluation environnementale du SAGE Adour amont révisé (correspondant à la fiche programme 41 initiale)
- Mission 2 : Relecture juridique des documents constitutifs du SAGE (mission 2, initialement prévue pour 2026)
- La plus-value est attendue de l'option qui consiste en un appui à l'ouverture du champ des possibles sur la rédaction du PAGD et du règlement du SAGE par l'élaboration de scénarii de rédaction sur les thématiques sensibles (futurs règles : plans d'eau, zones humides) et innovantes dans le SAGE (gestion intégrée des eaux pluviales en urbanisme, dispositions autour du triptyque sols-eau-végétation du territoire) pour lesquels les membres de la CLE pourraient bénéficier d'un accompagnement plus rapproché.

Interventions antérieures :

Une évaluation environnementale et une relecture juridique ont été réalisées en 2010-2012 pour le SAGE Adour amont actuellement en vigueur.

Maître d'œuvre :

Institution Adour

Echéance - Délais :

24 mois.

Lancement fin 2025 pour un déroulé sur la période de rédaction du PAGD et du règlement du SAGE révisé (objectif fin 2027).

Coût de l'opération : 80 000 € TTC

Plan de financement prévisionnel :

	Evaluation environnementale (mission1)	Analyse juridique (mission 2 + option)	Total
Agence de l'eau Adour-Garonne	20 000 € (50 %)	28 000 € (70 %)	48 000 €
Autofinancement *	20 000 €	12 000 €	32 000 €
MONTANT TOTAL	40 000 €	40 000 €	80 000 €

* à part égale entre départements soit 8 000 € par département.





Plan de situation :

